Travailleuses et travailleurs, retraité.es, précaires et privé.es d'emploi, jeunes
La solution à leur crise démocratique, économique, sociale et environnementale : c'est nous !

Dès son accès à la présidence de la République en 2017, Emmanuel MACRON s'est inscrit dans la mise en œuvre d'une politique pro-business. D'un côté, il y a engagé une attaque frontale contre le monde du travail notamment au travers de la réforme des instances représentatives du personnel, réduction de la capacité des travailleuses et des travailleurs à intervenir sur leur quotidien au travail, réformes des retraites et de l'assurance-chômage…

De l'autre, des réformes successives de l'assurance chômage, une augmentation des exonérations partielles ou totales de cotisations sociales et patronales, la baisse de 33% à 25% du taux de l'impôt sur les sociétés et fin de la surtaxe exceptionnelle, la baisse de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) pour ne citer qu'elles. Toutes ces mesures contribuent à réduire les recettes nécessaires au financement de la protection sociale et des services publics.

Au final, ces politiques ont aggravé la précarité. Pour de nombreuses personnes, la question n'est plus de savoir comment boucler la fin du mois mais bien comment le commencer. Selon l'observatoire des inégalités, il apparaît que la France compte 5,6 millions de personnes pauvres si l'on fixe le seuil de pauvreté à 50 % du niveau de vie médian et 9,8 millions si l'on utilise le seuil de 60 %, selon les données 2024 (dernière année disponible) de l'Insee. Dans le premier cas, le taux de pauvreté est de 8,8 % et, dans le second, de 15,4 %. Quel que soit le seuil utilisé, la pauvreté augmente en France depuis le milieu des années 2000.

L'inflation va s'accentuer sous le coup du contexte géopolitique marqué par de nombreux conflits armés et l'accélération du dérèglement climatique. Les prix de l'énergie et de nombreuses matières premières indispensables à l'alimentation vont bondir aggravant de fait la précarité alimentaire ou énergétique dont sont déjà victimes de nombreux foyers.

Il n'y aurait plus d'argent dans les caisses de l'État… et du patronat : FAUX !

De l'argent, il y en a ! D'un côté, les aides publiques aux entreprises ont fortement progressé et atteignent plus de 200 milliards d'euros par an. Fermetures de sites, suppressions d'emplois, délocalisations… alors que les entreprises bénéficient de milliards d'aides publiques, des milliers d'emplois sont supprimés. Cet argent doit servir à maintenir et créer des emplois de qualité, relocaliser notre industrie et investir dans la transition écologique et la recherche, et pas à réaliser des licenciements boursiers ! De l'autre, les sommes versées aux actionnaires battent des records, avec plus de 60 milliards d'euros ces 6 premiers mois pour le CAC 40.

À cela, il convient de mener une véritable lutte contre la fraude sociale. Le Haut Conseil du financement de la protection sociale a estimé le montant de la fraude à la Sécurité Sociale à 14 milliards €. Toujours selon cet organisme les employeurs et les professionnels de santé représentent à eux seuls 64% du montant total de cette fraude.

Le 5 novembre, construisons le « Tous ensemble » pour gagner !

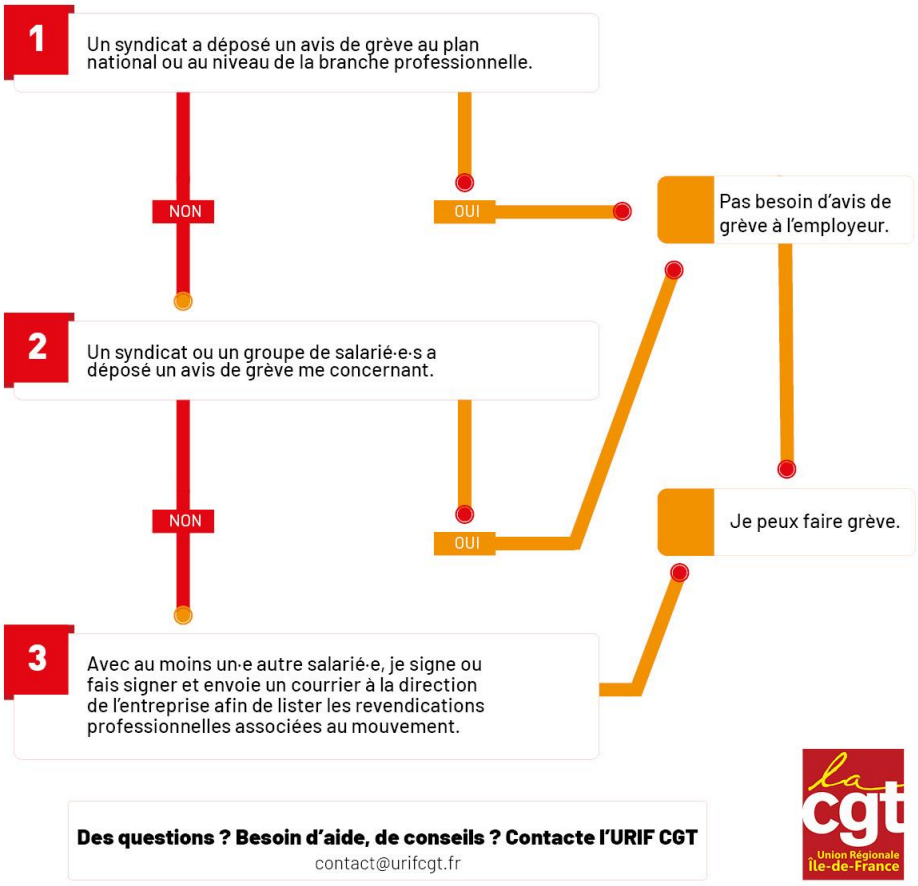
L'urgence c'est :

- D'augmenter le Smic (la CGT le revendique à 2200€ brut), le point d'indice dans la fonction publique, les pensions et les minima sociaux et d'indexer les salaires et les prestations sociales sur les prix ;
- De gagner de vraies augmentations de salaire, pas des primes non cotisées au bon vouloir des directions mais du salaire socialisé pour aujourd'hui et demain : le salaire net pour le mois, le salaire brut pour des droits tout au long de la vie (maladie, accident, licenciement, parentalité, retraite). Les cotisations sont notre salaire pour financer notre Sécurité sociale !
- De gagner l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.
- De relocaliser notre industrie et investir dans la transition écologique,
- D'investir dans les services publics pour répondre aux besoins de la population

Avec les budgets de l'État et de la Sécurité sociale pour 2027, le Gouvernement veut encore faire payer les salarié·es, les retraité·es, et les malades, plutôt que les grandes entreprises et les ultra-riches. Dans la jeunesse et les services publics, de nombreuses mobilisations sont en cours. Dans l'énergie, la mobilisation a déjà payé ! Autre avancée importante : la loi intégrale contre les violences, gagnée par un important rapport de forces. Dès aujourd'hui créons les conditions de grèves et manifestations massives pour porter nos revendications.

Le 05 Novembre 2026, Public, privé, jeunes et retraité.es, Construisons le "tous ensemble" pour gagner !

COMMENT FAIRE GRÈVE LE 5 NOVEMBRE EN ÉTANT SALARIÉ·E DU PRIVÉ ?



Des questions ? Besoin d'aide, de conseils ? Contacte l'URIF CGT
contact@urifcgt.fr

la cgt Union Régionale Île-de-France